

Les autochtones congolais plaident pour la paix au Nord-Kivu

Observateur



Les autochtones de la République démocratique du Congo sont inquiets des conditions humanitaires de leurs frères de la localité de Chacha dans la province du Nord-Kivu. Ils l'ont fait savoir hier à l'occasion de la célébration de la journée internationale des peuples autochtones, organisée par le ministère des affaires sociales, actions humanitaires et solidarité nationale et développement rural en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour la population, en présence des autorités gouvernementales et des quelques chefs de mission des agences des Nations Unies à Kinshasa. Le thème retenu pour cette année est: "les médias autochtones: élevons la voix de la femme autochtone pygmée pour son accès à l'information et aux services de santé maternelle ". En effet, les peuples autochtones twas qui habitent en pleine forêt de la chaîne de montagne de Virunga sont de plus en plus victimes de plusieurs exactions et violences ces dernières décennies. Cette situation est due à des guerres menées par des milices armées incontrôlées dans cette partie minière de la RDC. Face à l'ampleur des dégâts, les représentants des autochtones congolais tirent la sonnette d'alarme en exprimant leur profonde inquiétude sur l'avenir des Twas et autres autochtones confrontés par des guerres dans certaines parties du pays. Par ailleurs, les

représentants des autochtones de la RDC reconnaissent les efforts entrepris par l'état congolais et la communauté internationale pour l'épanouissement et la promotion des peuples autochtones. Ils l'ont souligné dans leur message adressé au président de la République Joseph Kabila Kabange. "Nous remercions le président Joseph Kabila Kabange pour son engagement en faveur de l'amélioration des conditions socioéconomiques des autochtones ainsi que la communauté internationale pour son implication dans la promotion des droits des autochtones", disent-ils. Toujours dans ce même message, les populations autochtones ont salué la tenue à Kinshasa l'année passée de la conférence nationale sur les droits et les devoirs de ces derniers. Au regard des quelques recommandations faites par les participants de ladite conférence; les autochtones congolais prônent la mise en place d'un cadre permanent des questions interministérielles sur les droits des autochtones. Et, de mener des actions de sensibilisation sur le terrain avant la fin du mois d'août en vue d'attirer l'attention des personnes soignantes sur la santé mère-enfant autochtones. Cela étant, les représentants des autochtones à Kinshasa, ont en outre invité la communauté internationale à soutenir les efforts consentis sur le plan national et régional pour le rétablissement de la sécurité et de la paix au Nord-Kivu. Ils ont aussi appelé les autorités congolaises à accélérer le processus de réintégration sociale des autochtones dans les différentes institutions publiques. Quant à, madame Dorothée Lisanga, elle a défendu la problématique de la santé maternelle de la femme autochtone. Selon l'oratrice, la santé maternelle des femmes autochtones demeure très précaire. La plupart de ces femmes meurent au début ou au cours de la grossesse faute des consultations prénatales. Un nombre important des femmes n'ont pas accès au service de santé car; Il existe peu de centres de santé ou maternités dans les villages. En plus de cet état des choses, une autre dérive s'ajoute; celle de l'analphabétisme, du manque d'information et de l'absence d'une politique de planification familiale. Pour se faire, Mme Dorothée Lisanga a recommandé au gouvernement de la RDC de sensibiliser les femmes et jeunes filles autochtones en ce qui concerne la fécondation par des méthodes simples basées sur l'usage du calendrier mensuel et du planning familial. Et, d'assurer une éducation spéciale aux femmes et jeunes filles autochtones et leur apprendre différents métiers tout en appuyant les projets et les stratégies des peuples autochtones. Rappelons que, la RDC compte plus ou moins 600 milles peuples autochtones sur l'ensemble du territoire national. Le gouvernement congolais s'est engagé à défendre les droits des peuples autochtones; de plaider en faveur des femmes autochtones pour que la voix de ces dernières soit entendue, a indiqué le ministre des affaires sociales, action humanitaire et solidarité nationale Charles Naweji Mundele Honoré Djeko Ohanga

